

Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse =
Gazetta militare svizzera

Band: 78=98 (1932)

Heft: 5

Artikel: La Conférence pour la limitation et la réduction des armements

Autor: Ch.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-10811>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Truppenarzt im Bilde, wenn er bei Leuten regelmässige Krankmeldungen nach dem Dienste mit 2—5 monatelanger Arbeitsunfähigkeit sehen würde. Vielleicht hätten diese Eintragungen einen erheblichen prohibitiven Wert. Es würde sich mancher vor der masslosen Ausbeutung der Militärversicherung genieren, eventuell den Nachteil dieser Eintragungen bei Stellenbewerbungen fürchten.

Nach meiner Ansicht verspricht das empfohlene Vorgehen einen wesentlichen Schutz der Militärversicherung und damit der Armee vor Belastungen durch vordienstliche Erkrankungen. Wollte man mehr, so müsste die Gesetzgebung von Grund aus geändert werden.

Nicht Modernisierung der Sanitarischen Eintrittsmusterung ist das erste Erfordernis, sondern der Ausbau des Meldewesens und die Meldepflicht für frühere Krankheiten.

La Conférence pour la limitation et la réduction des armements.

Le chroniqueur n'a pas grand'chose à dire sur la Conférence depuis Pâques et cependant il aurait beaucoup à dire s'il voulait justifier son silence.

On peut affirmer que l'œuvre entreprise sera de longue haleine à moins qu'elle ne soit subitement brisée. D'aucuns voient même la transformation de la Conférence en une institution permanente, avec des sessions pendant lesquelles les délégués viendraient exploiter les recherches des techniciens laissés à Genève. Ceux-ci se sont mis au travail de la terminologie et comme en cette affaire du désarmement pas plus qu'ailleurs rien n'est absolu, il coulera encore bien de l'eau au Rhône avant qu'on ait décidé à partir de quel calibre un canon est offensif. La notion du désarmement qualitatif n'est pas à repousser d'emblée, mais rien ne nous permet d'y voir la solution rapide du problème. Les commissions peuvent en tous cas discuter longtemps, aussi longtemps que les ministres n'ont pas débrouillé les questions angoissantes. Il faut reconnaître que l'année 1932, avec les élections en France et en Allemagne, est particulièrement défavorable aux gouvernements qui ignorent la durée de leur existence. Ils sont forcés de compter avec leurs électeurs, et cela explique dans une certaine mesure la timidité de leur action internationale.

L'isolement de la France va grandissant. Si l'on veut aboutir à une entente il faudra, comme le disait très justement dans le «Journal de Genève», mon vieux camarade William Martin, avec

lequel je ne suis pas toujours d'accord en politique étrangère, offrir quelque chose et ne pas uniquement demander. La France veut de la sécurité; l'Allemagne l'égalité de traitement. Admettons que chacun des deux pays ait raison. Maintenant que tous deux ont clamé leur bon droit, il faut que la France cède un peu sur la sécurité et l'Allemagne un peu de l'égalité de traitement, sinon l'arrangement est impossible. Aussi, dit W. Martin: trêve de discours, et la main ouverte. Assez causé, et qu'on s'entende.

On s'étonne dans le public que la présence à Genève de tant de ministres des affaires étrangères (et à ce propos, la venue de Mr. Stimson a paru prématurée) ne hâte pas la solution du problème. Au risque de paraître paradoxal, j'y vois plutôt un obstacle. Ces rencontres quotidiennes d'hommes d'état sont pour eux l'occasion d'aborder une foule de questions qui n'ont que peu ou rien à faire avec le désarmement: règlements internationaux, dettes, question danubienne, que sais-je encore? Et sans condamner absolument l'utilité occasionnelle de contacts personnels, la généralisation de la méthode des conversations directes, de la politique au grand jour, qui réclame un communiqué immédiat pour les radios et les cinémas a l'inconvénient d'annoncer au monde entier tous les insuccès. Avec la vieille méthode de la diplomatie, on ne diffusait pas les mauvaises nouvelles dans le quart d'heure au monde entier et le bon public, plus heureux parce que moins souvent déçu, n'apprenait que ce qui avait réussi.

Je crois donc pouvoir pendant bien des mois encore, s'ils le désirent, parler aux lecteurs du «Journal militaire suisse», de cette tentative de désarmement. Car ce n'est, pour le moment, qu'une tentative. Ch.

Soldatenerziehung.

Von Major *Walter*, Kdt. Pont. Bat. 1.

Einer, der sich heute gewissenhaft, nicht mit Erziehungsfragen, sondern mit Erziehung beschäftigt, kommt mehr und mehr zur Ueberzeugung, einer Sisyphusarbeit gegenüberzustehen. Damit läuft er Gefahr, Pessimist zu werden, was ihn, wenn er gewissenhaft bleibt, zwingt, seinem Erzieherberufe zu entsagen. Will er das nicht, beharrt er bei seinem Optimismus, so muss er sich in seiner Erziehungsarbeit damit zufrieden geben, dem Strom, gegen den er nicht mehr ankommt, möglichst wirksame Hindernisse in den Weg zu bauen, hoffend, dass die Flut wieder fallen und das, was er geschützt, sich wieder entfalten werde. Ist diese Hoffnung eine Täuschung, oder fusst sie auf